

Sortir de la crise

La crise ! Dès qu'on aborde les questions d'avenir, la réponse est immédiate : « il y a la crise ! » Comme un prétexte, un alibi pour ne rien faire, une mise en condition pour des lendemains d'austérité. Ou pour préparer ceux qui ont déjà beaucoup donné, à se serrer encore davantage la ceinture. L'expression de la moindre ambition devient de la démagogie, un manque de réalisme, une inaptitude à voir les choses en face. On ne pourrait même plus critiquer ceux qui font mal les choses, ce serait donc indécent. La crise, elle doit forcément nous tétaniser.

Est-ce à dire qu'on pourra faire comme si la crise n'existait pas ? Bien évidemment non. Comme tout un chacun qui emprunte, la France devra rembourser ses dettes. La droite en ce sens, n'aura pas facilité les choses, elle qui les aura augmentées de plus de 600 milliards d'euros durant le quinquennat. Laissant planer, à bon droit, plus que des doutes sur les qualités de sa gestion des finances publiques. Au point, si on ajoute son incapacité à maîtriser un déficit désormais chronique du budget national et de la Sécurité Sociale, d'inquiéter les fameuses agences de notation. Il faudra se désendetter. Ce sera même une priorité. C'est-à-dire diminuer progressivement la charge des intérêts à inscrire au budget de l'Etat. Or la situation économique se dégrade dangereusement, la croissance s'effondre et la compétitivité se détériore. La présidence de Nicolas Sarkozy se sera traduite par un échec total de sa politique et celui de ceux qui l'ont soutenue. Une politique cynique, en faveur des plus riches qui ont bénéficié de cadeaux fiscaux indécents, privant l'Etat de dizaines et de dizaines de milliards d'euros de recettes. Une politique qui a abouti à près d'un million de chômeurs supplémentaires, à une augmentation sans précédent du nombre de pauvres dans notre pays, qui a assisté sans réagir à la perte de 350 000 emplois industriels en 5 ans et qui a mis la croissance française en berne.

Il serait vain de laisser croire qu'un coup de baguette magique socialiste réparera les dégâts commis par le sarkozysme. Personne ne nous accorderait le crédit de cette illusion. Mais les sacrifices nécessaires au redressement de notre pays ne sauraient être consentis qu'à deux conditions fondamentales : la justice fiscale qui doit corriger les inégalités et le retour volontariste à la croissance. Pour être acceptés les efforts doivent être justement répartis. Aujourd'hui, c'est le contraire. Alors que perdurent des niches fiscales s'apparentant davantage à des privilèges exorbitants qu'à des nécessités correctrices, une pluie de taxes s'est abattue sur le plus grand nombre mettant à mal, entre autres, la santé même de nos concitoyens et la consommation des ménages, au risque de créer une situation insoutenable de récession. Alors même que les transactions financières dont nombre d'entre elles sont liées à des spéculations inacceptables, ne subissent aucun prélèvement. Une grande réforme fiscale est un impératif, une urgence de la cohésion sociale. François Hollande en a fait une priorité.

De même que le retour à la croissance. Celle-ci passe nécessairement par des stimulations publiques pour relancer le secteur productif et d'abord industriel, pour

investir dans les énergies renouvelables et la reconversion écologique, l'innovation dans les domaines des produits et des procédés, les grands programmes de recherche communs au plan européen, les grands travaux d'infrastructures en Europe. La récession qui nous guette, menace aussi les autres pays européens. Avec l'appui des collectivités locales et singulièrement des régions, la riposte doit être collective, européenne. Avec une intervention plus dynamique de la Banque centrale d'investissement pour stimuler les secteurs d'avenir. Il serait vain de penser que chaque pays s'en sortira tout seul, à l'heure de l'interdépendance croissante de nos économies. Quand accepterons-nous que l'Europe soit enfin politiquement majeure ? De sommet de la dernière chance en sommet de la dernière chance, après avoir, le soir, clamé qu'on était d'accord sur tout, dès le lendemain, on n'était plus d'accord sur rien. Il faut permettre à l'Europe d'avoir des ressources propres, de lancer des euro-obligations ce qui permettra une mutualisation et évitera que des Etats soient violemment contestés par les marchés et acquittent des taux d'intérêt très élevés. Avec son statut actuel, la Banque centrale européenne peut agir pour que les taux d'intérêt soient les plus bas possibles et que l'euro soit à son juste niveau. Nous n'avons aucun avantage à un euro surévalué. Le fonds de stabilité financière qui deviendra le fonds monétaire européen, est insuffisamment doté et ses moyens doivent être doublés comme le propose François Hollande. Pour qu'il devienne une véritable force de frappe financière et décourage les spéculateurs.

Le projet de traité européen dont on a fait un grand tapage médiatique est notoirement insuffisant pour relancer la croissance et redonner confiance. D'ailleurs il n'est pas encore écrit ! Et déjà se pose la question du contrôle démocratique des politiques budgétaires. Un contrôle peut être tout à fait admis puisque nous sommes dans une union monétaire. Mais par qui ? Personne ne l'a dit. Parlement européen et parlements nationaux doivent pour le moins y être associés aux représentants de la Commission, en liaison avec le Conseil européen. De plus la philosophie générale sur laquelle est basé le futur traité est contestable. Sanctionner les plus fragiles, c'est maintenir un cycle infernal récession-austérité qui s'entretiennent et qu'il faut briser. Si la réduction des déficits est un objectif nécessaire, le débat sur la constitutionnalisation d'une règle d'or est un rideau de fumée que François Hollande a bien raison de refuser en indiquant qu'il n'est pas possible d'inscrire dans notre Constitution, un calendrier avec des dates et des niveaux de déficit. Une constitution n'est pas liée à une période conjoncturelle. Elle est un cadre permanent. Sa proposition d'une loi organique pour fixer la programmation de nos finances publiques jusqu'en 2017 est bien plus crédible auprès de nos partenaires.

Comme l'explique inlassablement François Hollande : « l'enjeu n'est pas seulement de sortir de la crise, il est aussi de refonder le projet européen. Celui-ci ne peut pas se réduire à l'austérité et à une simple coordination intergouvernementale, sans ambition. Les peuples s'en détourneraient définitivement. Cette refondation ne peut être entreprise qu'à partir d'un processus de convergence économique, d'harmonisation fiscale et sociale, de grands programmes européens de croissance,

d'un nouvel élan démocratique.» C'est la raison pour laquelle, tout cela devra donner naissance à « ce fédéralisme de projets » qu'il entend discuter avec nos partenaires et amis européens pour le proposer au peuple français et demain à l'Union européenne tout entière.

Sortir de la crise, c'est de la volonté, de la justice, c'est un projet et une ambition pour notre jeunesse.

François MAITIA
31 décembre 2011